



Le 2 mars 2007

Monsieur Dominique DE VILLEPIN

Premier Ministre
GOUVERNEMENT
57 rue de Varenne
75007 PARIS

Monsieur le Premier Ministre,

Nous voulons vous faire part de nos préoccupations les plus vives après la présentation du plan de restructuration d'EADS-Airbus "Power 8" ce mercredi 28 février: 4 300 suppressions d'emplois en France touchant tant le siège d'Airbus que les sites industriels, des menaces sur l'ensemble des équipementiers et de la sous-traitance.

Midi-Pyrénées, Pays de la Loire et Picardie mais également Aquitaine, Centre, Ile-de-France, Poitou-Charentes et Provence-Alpes-Côte d'Azur sont les régions les plus concernées. D'autres décisions relatives à l'implication d'EADS dans l'aéronautique risquent d'être annoncées ultérieurement.

La violence de cette restructuration contraste avec les réactions du Gouvernement qui semble toujours ne pas prendre la mesure de l'impact. Le plan que vous nous avez annoncé à Toulouse le 14 novembre dernier en témoigne : les 80 millions d'euros d'avances remboursables pour l'ensemble de la filière aéronautique nationale sont insignifiants au regard des enjeux.

Quelles garanties avons-nous aujourd'hui sur le maintien des compétences technologiques et industrielles dans un contexte de compétition internationale exacerbée ?

La réactivité allemande semble plus forte, plus précise et plus franche : nous avons appris, dans le même temps, que des Länder allemands étaient susceptibles d'entrer au capital d'EADS à la suite du désengagement de Daimler Chrysler.

Soucieux de la préservation de l'emploi, du rôle et de la place de l'Etat au sein de cette entreprise stratégique et de la pérennité du consortium européen, nous, Présidents de Région, vous demandons l'organisation d'une réunion de travail afin que vous nous indiquiez avec précision les impacts de ce plan de restructuration et le rôle que l'Etat doit jouer pour préserver l'emploi et l'avenir de cette filière stratégique, y compris en ce qui concerne l'évolution du capital d'EADS, auquel les régions pourraient être intéressées.

Nos collectivités veulent contribuer à l'étude de solutions à même d'assurer et de renforcer l'activité de l'entreprise, même si elles ne disposent pas, à l'évidence, des mêmes moyens que les Länder.

Dans l'attente, nous vous prions de croire, Monsieur le Premier Ministre, en l'assurance de notre haute considération.

**Martin
MALVY**

Président de
la Région
Midi-Pyrénées

**Jacques
AUXIETTE**

Président de
la Région
Pays de la Loire

**Claude
GEWERC**

Président de
la Région
Picardie

**Alain
ROUSSET**

Président de
la Région
Aquitaine

**Michel
SAPIN**

Président de
la Région
Centre

**Jean-Paul
HUCHON**

Président de
la Région
Ile-de-France

**Ségolène
ROYAL**

Présidente de
la Région
Poitou-Charentes

**Michel
VAUZELLE**

Président de
la Région
Provence-Alpes-Côte d'Azur